





SENEGAL:

Retours sur les performances du Secteur Eau et Assainissement

CPCSP / MEA

Cellule de Planification, de Coordination et de Suivi des Programmes

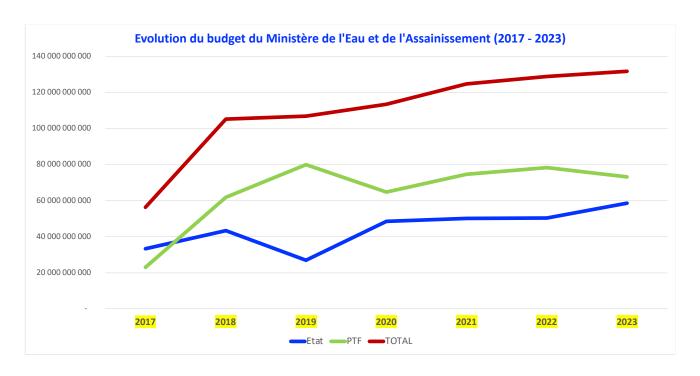


Financement

Allocations budgétaires, Structure du financement et Comptes WASH

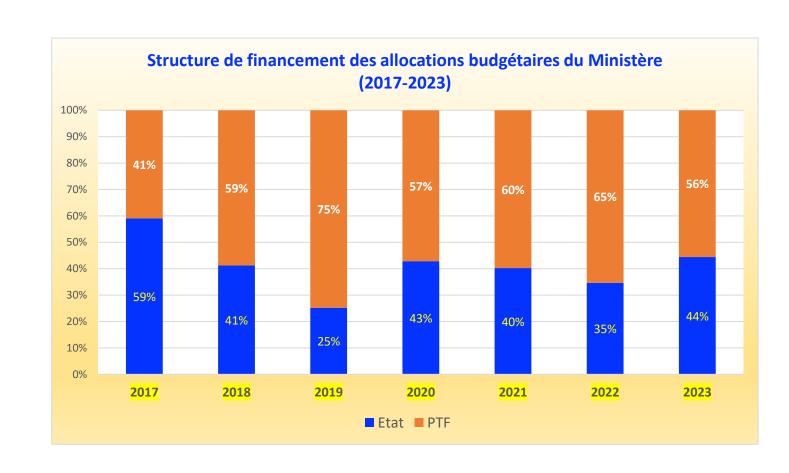
Financement du secteur – allocations budgétaires

- Globalement, on note une tendance haussière dans les allocations budgétaires au profit du secteur de l'Eau, de l'Assainissement et de la GIRE.
- ❖ Une augmentation de 134% a été notée en valeur relative entre 2017 et 2023.
- ❖ Sur la période 2019-2022 correspondant au PAP 2, les allocations budgétaires ont été accrues de 23%.



Analyse budgétaire – structure du financement

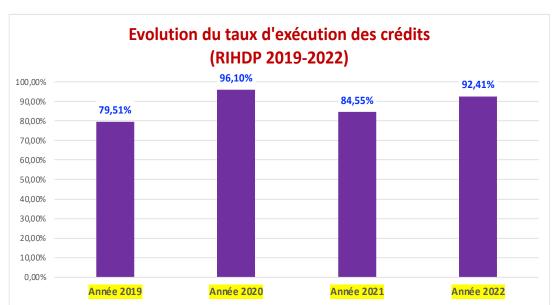
- Le budget du Ministère de l'Eau est financé à travers une structure plus ou moins constante reflétant une prédominance des ressources extérieures mais des efforts importants de l'Etat.
- Sur la période 2017-2023, l'Etat participe en moyenne à hauteur de 41% dans la formation du budget.
- ❖ Sur la période du PAP (2019-2022), la contribution des ressources internes au budget est de 37%.

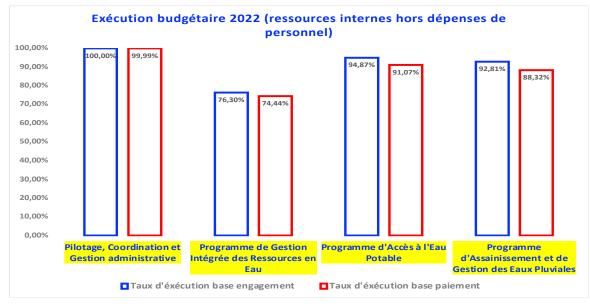


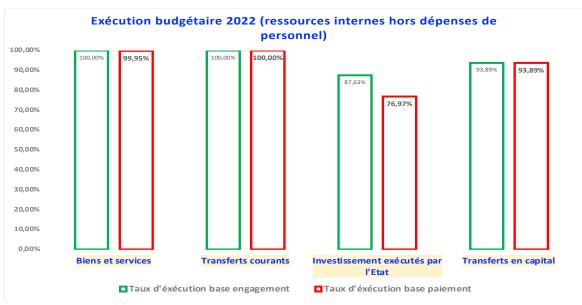
Analyse budgétaire – exécution ressources internes

Des performances globalement satisfaisantes en termes d'exécution des crédits aussi bien pour les engagements et les paiements avec **92,41%** sur RI/HD en 2022 (100% sur le Fonctionnement et **91,3%** sur les investissements) # en 2021.

Sur la période **2019-2022**, le taux moyen d'exécution budgétaire base engagements est de **88,14%**.



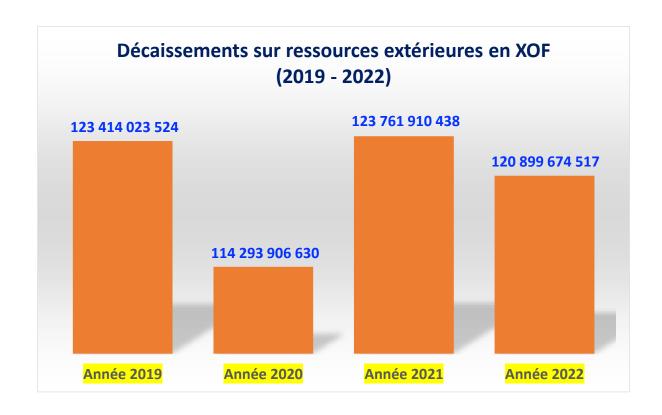




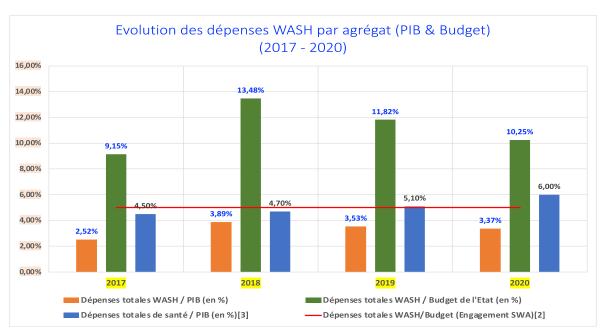
Analyse budgétaire – exécution ressources extérieures

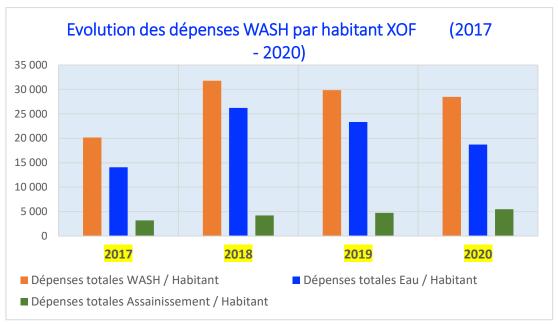
Sur la période 2019-2022 correspondant à la période d'exécution du PAP, un montant de 482 369 515 109 FCFA a été décaissé sur les ressources extérieures dans le cadre de l'exécution des différentes opérations du secteur (au sein du Ministère).

Ces montants n'intègrent pas des décaissements hors ministère et sont largement supérieurs aux sommes inscrits dans les cadrages budgétaires. Sur cette base, les taux d'exécution des ressources extérieures, base inscriptions sont à plus de 100%.



Analyse des Comptes nationaux WASH (TrackFin 2)

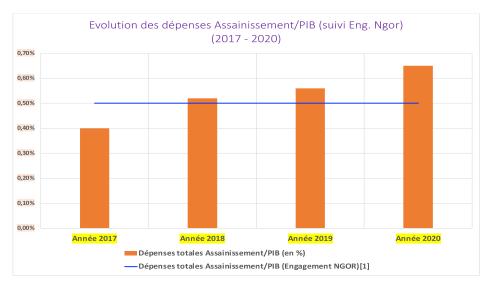




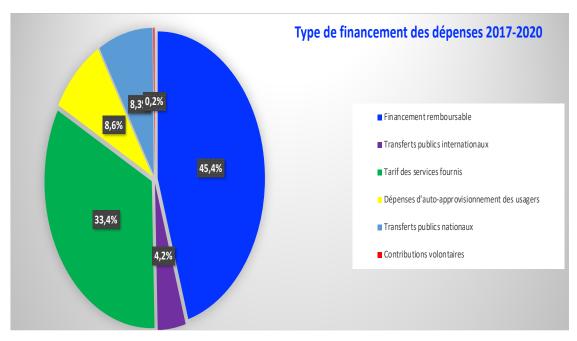
Les dépenses totales WASH restent toujours insuffisantes pour traduire le besoin d'ériger le secteur en priorité haute.

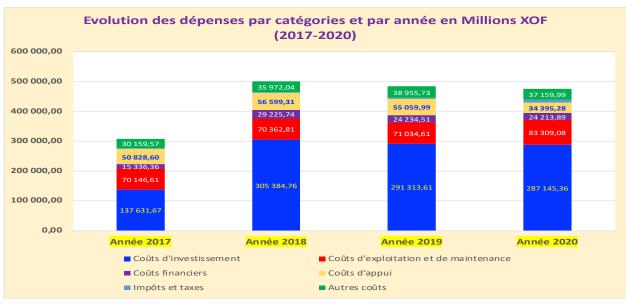
Rapportées au PIB (%), les dépenses totales de <u>santé</u> restent supérieures à celles réservées au WASH

Les *engagements de Ngor* en matière de financement de l'Assainissement (**0,5% du PIB**) sont atteints en 2018 et dépassés sur les années suivantes.



Analyse des Comptes nationaux WASH (TrackFin 2)

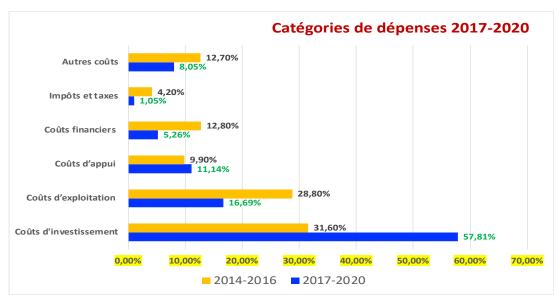




Les financements remboursables constituent une source prépondérante de financement avec 45,4% suivis des tarifs (33,4%).

En termes de catégories, les <u>coûts d'investissements</u> sont largement supérieures confirmant une constance dans la FBCF. Ils sont suivis par les <u>coûts d'exploitation</u>.

Cette tendance est cependant plus marquée sur la période 2017-2020.





Assainissement

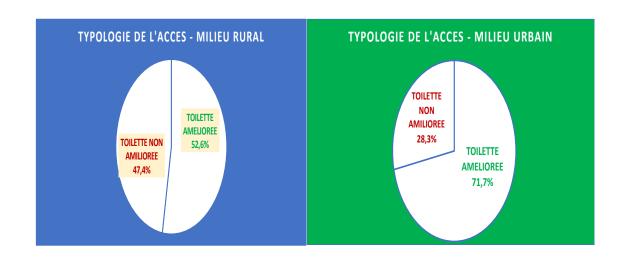
ACCES AU SERVICES D'ASSAINISSEMENT

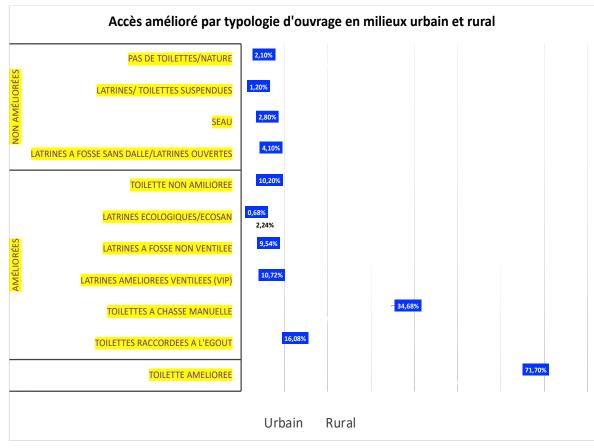
Accès aux services – sous-secteur de l'assainissement

61,2% personnes au Sénégal (60,4% des ménages) disposent d'un accès amélioré à l'assainissement (à partir d'ouvrages non partagés).

La proportion de **personnes vivant en milieu urbain** disposant de toilettes améliorées est de **71,7%** alors qu'elle est de **52,6% en milieu rural**.

Cependant si l'on tient compte des toilettes partagées, le taux d'accès global serait de 74,2% ; il serait de 88,9% en milieu urbain et 62,2% en milieu rural.

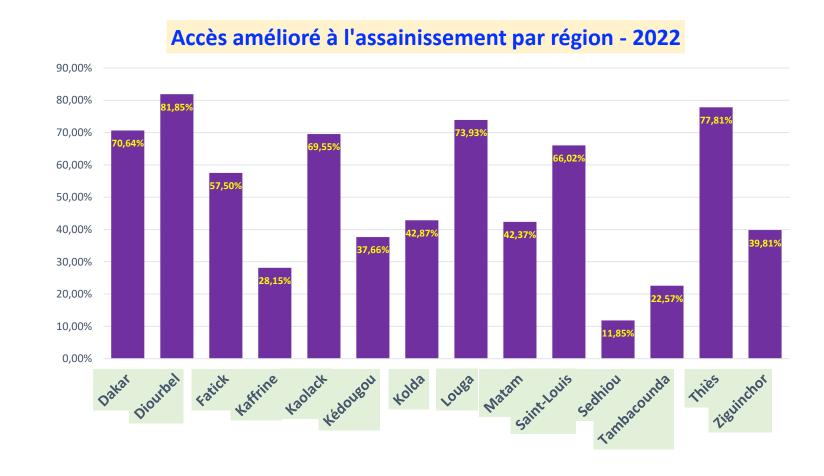




Accès aux services d'assainissement

Dans les régions comme Dakar, Diourbel, Louga et Thiès plus de 70% des individus disposent de toilettes améliorées.

Les régions les moins loties en toilettes améliorée sont Sédhiou, Kaffrine, Tamba, Kédougou et Kolda. Il s'agit des régions où le taux de pauvreté est le plus élevé.



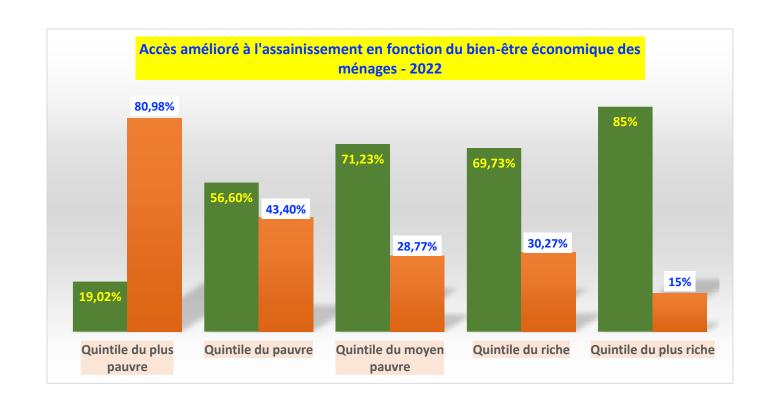
Accès aux services d'assainissement - équité

L'analyse révèle que le niveau de bienêtre impacte la qualité de l'accès aux services d'assainissement.

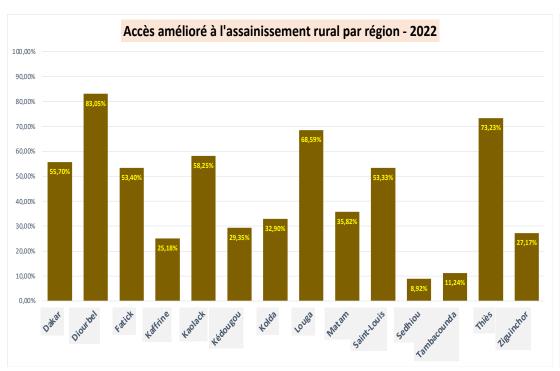
En effet, **85%** des individus vivant dans des **ménages plus riches** disposent de toilettes améliorées contre seulement 15% qui ne l'ont pas.

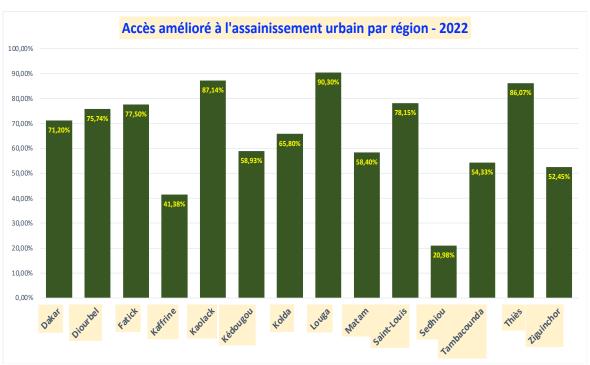
En revanche, **80,98%** des individus vivant dans des **ménages plus pauvres** disposent de toilettes non améliorées.

Ceci révèle un marqueur de genre assez significatif en termes d'accessibilité et d'abordabilité des services d'assainissement.



Accès aux services d'assainissement – disparités régionales





En milieu rural

- 7 régions sur 14 présentent un accès amélioré entre 53,33% et 83,05%.
- Les régions de Sédhiou, Kaffrine, Tamba, Kédougou,
 Ziguinchor, Matam et Kolda disposent d'un accès amélioré
 30%

En milieu urbain

- 8 régions sur 14 présentent un accès amélioré entre 65,8% et 90,30%.
- Les régions de Sédhiou, Kaffrine, Tamba, Kédougou et Kolda disposent d'un accès amélioré < 60%

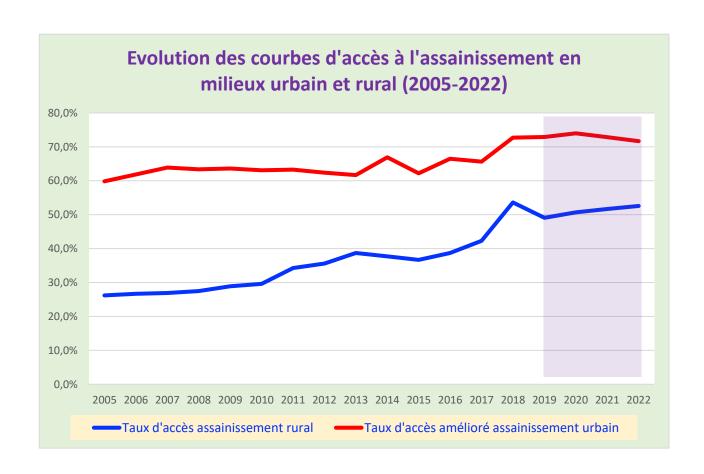
Accès aux services d'assainissement - Evolution

Des avancées sensibles sont notées sur la courbe d'assainissement en **milieu rural** où des projets majeurs de réalisations se succèdent en plus des opérations ATPC et qui impactent les autoréalisations.

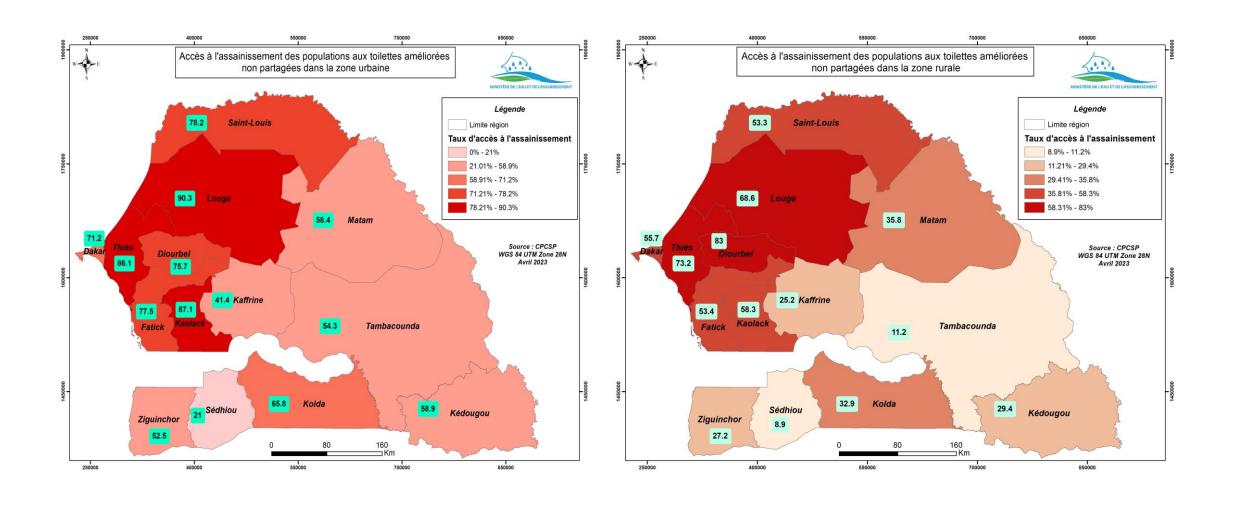
Sur la période 2019-2022, on note un gain de 3,5 points ; ce qui est une performance non négligeable.

Par contre, après un bon envol à partir de 2017, on note un léger fléchissement de la courbe d'assainissement en **milieu urbain** est amorcée à partir de 2021 et se maintient. D'où la nécessité d'accélérer et des renforcer les réalisations d'ouvrages d'accès.

A contrario pour l'assainissement urbain une baisse est notée sur la période 2019-2022 avec - 1,2 points.



Accès aux services d'assainissement - Cartographie





Eau Potable

ACCES AU SERVICES A L'EAU POTABLE

Accès aux services d'eau potable rurale – disparités régionales

Un taux d'accès **global (BF + BP)** à l'eau potable en milieu rural de **96,9% en 2022** contre **95,5% en 2021**.

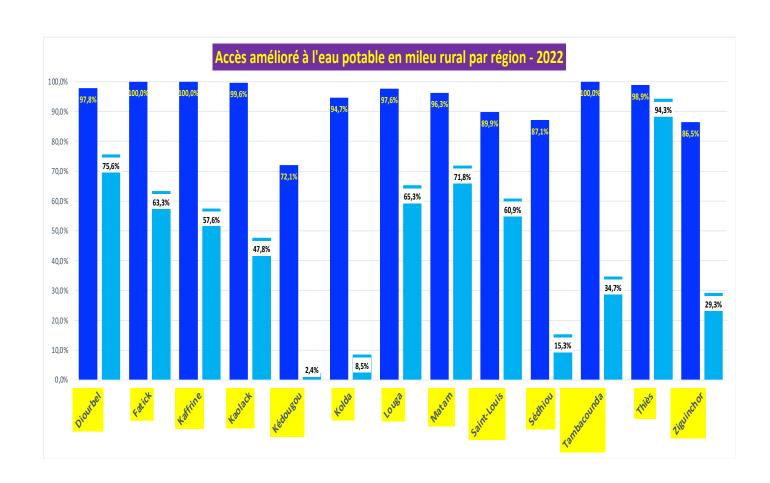
9 régions présentent un accès amélioré supérieur à 90%.

Une seule région présentant un taux d'accès global < 75%.

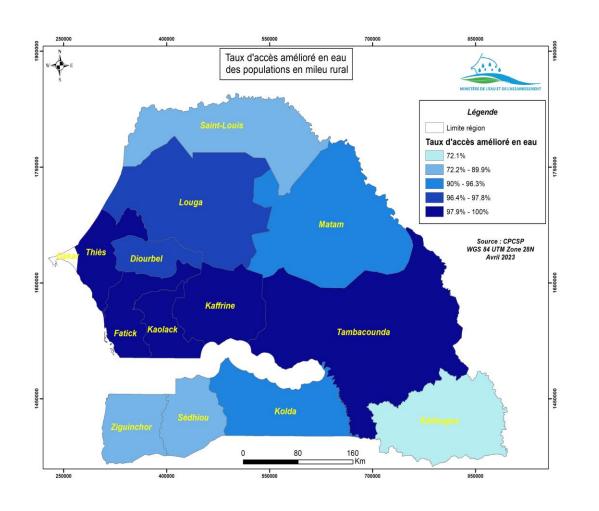
Impact de la politique de massification des investissements dans le sous-secteur rural (PUDC, PUMA, PEAMIR, BADEA, PAADEPA, PSEA, Etc.).

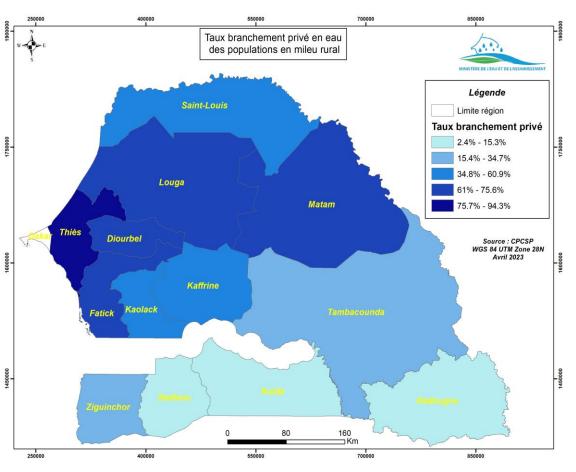
Un taux d'accès à l'eau <u>par</u> <u>branchement</u> qui s'est très nettement amélioré avec en moyenne national de 55,2% en 2022 contre 54,8% en 2021.

Ce taux par BP était < 25% en 2005 (début PEPAM).

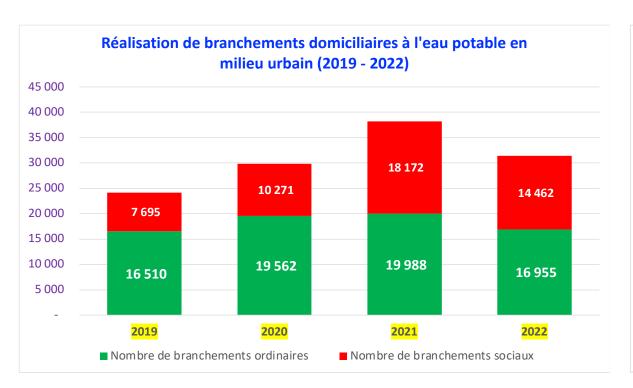


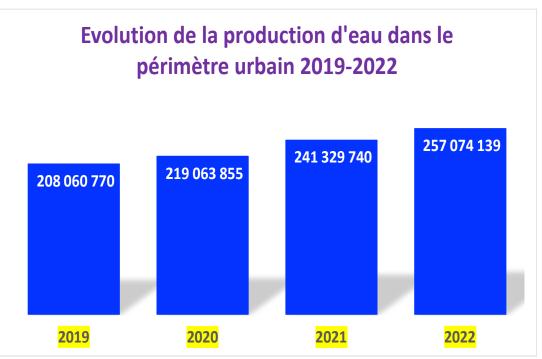
Accès aux services d'eau potable rurale – Cartographie





Accès aux services d'eau potable urbaine



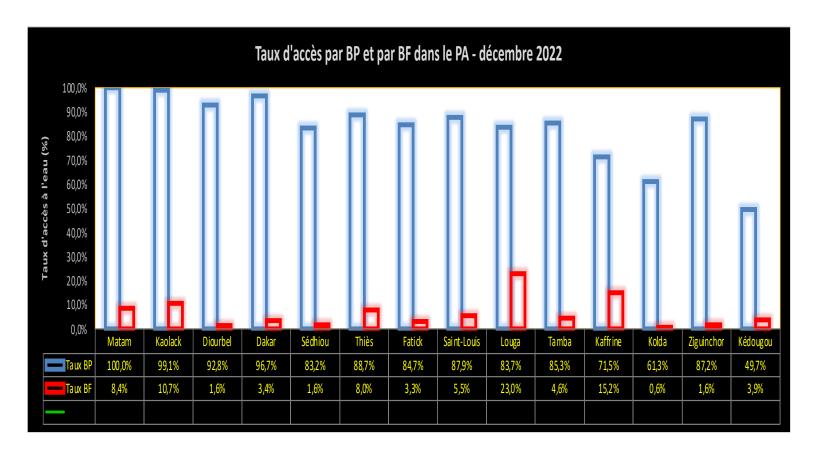


Des investissements constamment renforcés en matière de branchements sociaux (en moyenne 30.000 unités/an) à l'eau potable qui permettent de maintenir le niveau élevé de taux d'accès dans le périmètre urbain.

Une production d'eau potable qui est passée de 208,06 millions de mètres-cube/an en 2019 à 257,07 millions de mètres-cube/an en 2022 ; soit une progression de 23%.

Accès aux services d'eau potable urbaine

Population totale du périmètre 2022	8 462 395
Population totale desservie 2022	8 352 384
Taux d'accès global 2022	98,7%
Population totale desservie par BP	7883566
Taux d'accès par BP	93,2%
Taux d'accès par BF	5,5%



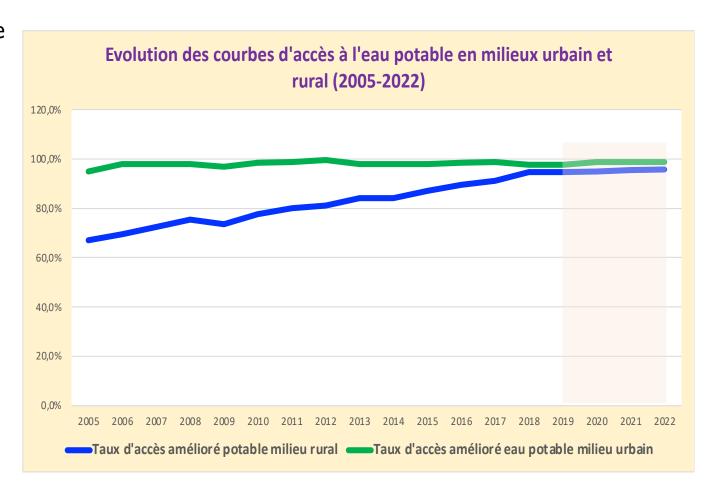
Accès aux services d'eau potable - Evolution

Des avancées sensibles sont notées sur la courbe d'eau potable en **milieu rural** où des projets majeurs de réalisations ont été déployés (PUMA, PUDC, PSEA, Basse Casamance, etc.).

Une grande accélération du taux d'accès (+28 points) a été enregistrée sur la période 2005-2018. Sur la période 2019-2022, la courbe se stabilise avec un léger gain de + 1,1 points.

En milieu urbain les efforts très importants faits en matière de réalisation de branchements domiciliaires a permis de maintenir à un niveau plus ou moins constant (**plus de 98%**) le taux d'accès amélioré à l'eau potable.

Une démarche très équitable a été notée dans la distribution entre les milieux urbain et rural avec la **neutralisation de la disparité**.





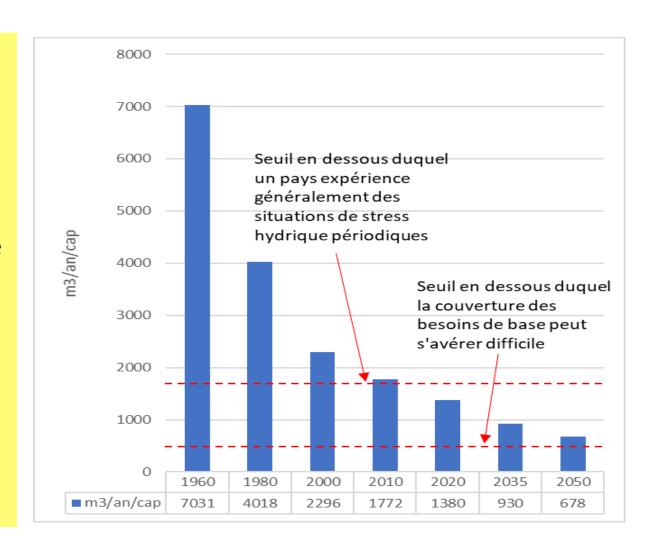
Perspectives

Promotion de l'approche Sécurité de l'Eau

Etude 2021 appuyée par la Banque Mondiale estime les **ressources renouvelables estimées en eau douce** du Sénégal entre 22,5 et 25 milliards de m³, soit en dessous du *seuil de 1700 m³ / an / personne* défini par la FAO pour le stress hydrique.

D'ici 2050, la disponibilité en eau douce renouvelable risquerait **diminuer de 50 pour cent**, se rapprochant dangereusement du *seuil de 500 m³ / an / personne*

Menace sur les objectifs du Plan Sénégal Emergent (PSE) sans sécurité de l'eau : Autosuffisance dans la production de riz et de relance des exportations agricoles, Développement industriel Alimentation en eau potable pour tous.

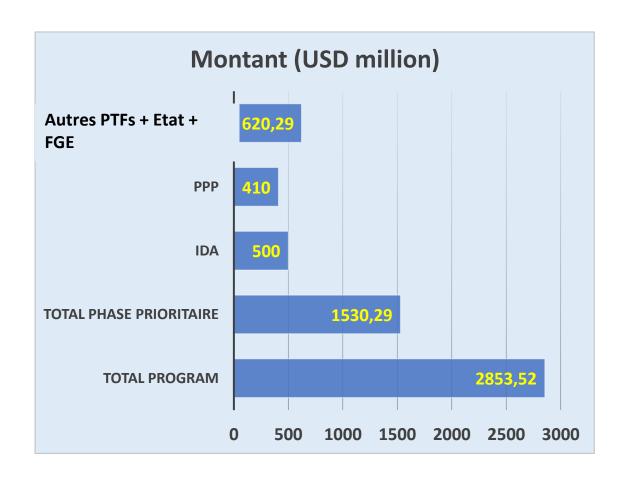


Promotion de l'approche Sécurité de l'Eau



Promotion de l'approche Sécurité de l'Eau - DMT

	Coûts Projets (USD million)					
Composantes	Ph 1	Ph 2	Phase 3	Program	Prioritaire	
	2020- 2025	2025- 2035	2035- 2050	TOTAL	2035	
Gestion des Ressources en Eau	59,07	43,23	43,23	145,52	80,29	
Alimentation en eau de Dakar	5	475	553	1043	500	
Assainissement des eaux usées	445	310	416	1171	500	
Drainage des eaux pluviales	200	200	44	444	400	
Irrigation	25	25	0	50	50	
Total Programmes	734,07	1 053,23	1 056,23	2 853,52	1530,29	



Equilibre financier du secteur Eau urbaine

Une spirale inflationniste qui constitue une menace pour garantir un **Prix patrimoine** à même d'assurer un équilibre financier durable.

Le prix exploitant passera de 313,22 FCFA HT/m3 en 2022 à 357,20 FCFA HT/m3 en 2023 ; soit une variation de +43,88 FCFA. Un risque réel de dégradation de l'équilibre financier à défaut d'ajustements.

Situation des arriérés de l'Administration

<u>libellés</u>	<u>2020</u>	<u>2021</u>	<u>2022</u>	<u>Montant</u>
Administration centrale			9 546 742 194	9 546 742 194
Communes	327 689 824	484 785 026	416 708 415	1 229 183 265
Structures autonomes	2 295 542 684	2 026 751 633	1 576 460 408	5 898 754 725
Universités	1 253 237 268	1 617 890 862	783 381 974	3 654 510 104
Total	3 876 469 776	4 129 427 521	12 323 292 991	20 329 190 288

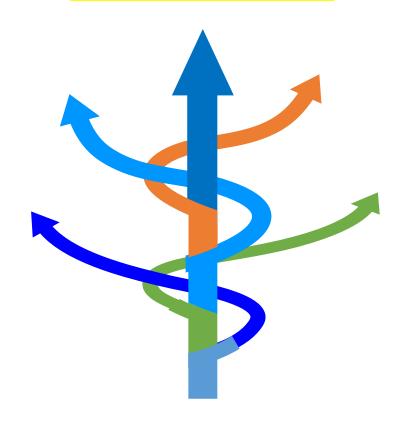
Gestion de la dualité Urbain - Rural

Récurrence de plus en plus marquée des **interférences** entre les périmètres de l'hydraulique urbaine et rurale avec les projets de transferts d'eau douce ;

Arrivée d'Exploitants d'Eau Indépendants avec la mise en place de concessions pour les Autoroutes de l'Eau (*Transferts d'eau de Malem Hoddar, Grand transfert d'Eau du LG, Unité de Dessalement 2, etc.*);

Quelles orientations pour la définition d'un nouveau modèle de gestion du patrimoine et de l'exploitation de l'hydraulique au plan national ? (SONES, OFOR, Opérateurs avec contrats existants en cours de revue juridique (Appui DUE).

Autoroutes de l'Eau



Régulation sectorielle – éléments de diagnostic

Quatre dimensions essentielles de la régulation

Technique: Manuels de gestion, Etudes de schémas et plans directeurs, plateformes de gestion de patrimoines et de suivi d'exploitation, modèles hydrauliques et hydrologiques, etc.

Juridico-institutionnelle : Lois et règlements, contrats d'affermage, régie, contrats de performances, mise en œuvre des polices, etc.

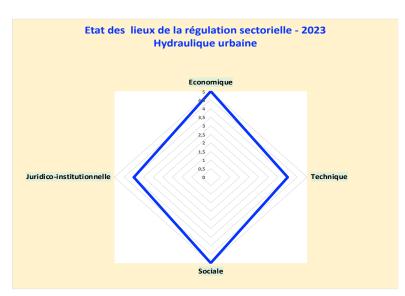
Economique : modèles financiers, études CAP/VDP, Tarification des services et des produits

Sociale : mode de représentation des usagers, plateformes de gestion de la clientèle, etc.

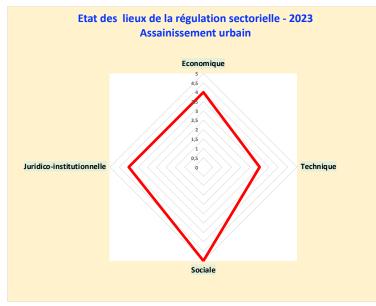


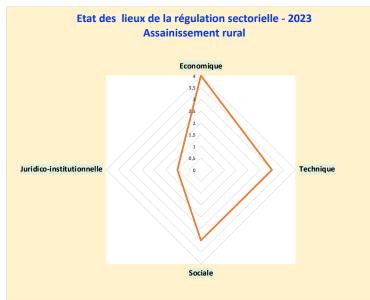
Evaluation de la régulation : **Notation sur une échelle de 1 à 5**

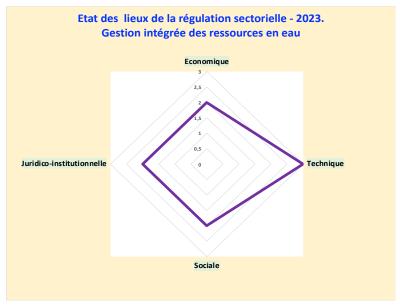
Régulation sectorielle – éléments de diagnostic









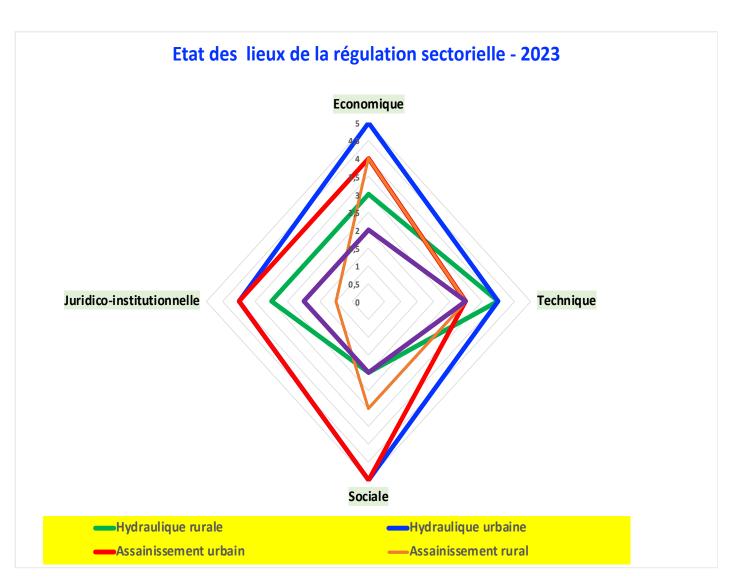


Régulation sectorielle – éléments de diagnostic

Des efforts sensibles en termes de mise en place de **mécanismes et d'instruments pour la régulation** des relations entre acteurs dans les différents sous-secteurs.

Complexification continue de l'environnement sectoriel avec une multiplication des intervenants et une implication de plus de secteur privé

Etude en cours de définition et de mise en œuvre d'un mécanisme de régulation sectorielle (soutien de l'AFD).

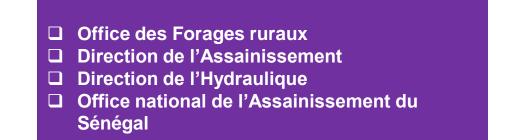


Financement du secteur – Plus d'innovations

- Renforcer le financement privé (EPC + F, Concessions)
- Mobiliser des ressources du Fonds Vert Climat
- Opérationnalisation du Fonds Bleu
- ❖ Développer le Blended Finance

PREFERLO 1	2023	EPC+F	136 Milliards FCFA HT
Renouvellement du Collecteur Hann-Fann 1	2021	EPC+F	83 Milliards FCFA HT
Renouvellement du Collecteur Hann-Fann 2	2023	EPC+F	24 Milliards FCFA HT
Remise en état des SAEP en milieu rural	2023	EPC+F	60 Milliards FCFA HT
Transfert d'Eau de Malem Hoddar	2025	Concession	250 Milliards FCFA HT
Unité de dessalement d'eau de mer Grande Côte		Concession	
Grand Transfert d'Eau		Concession	

Financement du secteur — Plus d'innovations Initiative Fonds WASH PIC V







Secteur privé

- □ Délégataires de service public en milieu rural
- ☐ Business Developper en Sanitation Marketing

- ☐ Institutions financières
- □ Partenaires au développement
- ☐ Fonds d'investissement
- ☐ Etc.





- 04 tables rondes de synthèse
- 26 panels de haut niveau
- 03 plénières transversales
- 52 sessions spéciales
- 92 sessions ordinaires
- ♦ 43 side events





4 PILIERS D'UN FORUM
DES REPONSES

Segment politique de haut niveau

Plateforme multi-acteurs

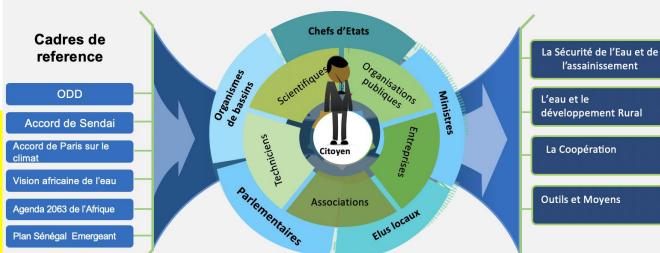
Initiative Dakar 2022 : 262 projets labélisés

Exposition Internationale

BLUE

DEAL

Approche Focus, décloisonnée, orientée réponses





- Superficie: 4 410 m2
- + 15 000 visiteurs
- 16 stands pays
- 99 exposants
- 39 entreprises étrangères
- 25 organisations internationales





CONJO



MERCI POUR VOTRE ATTENTION

CPCSP / MEA

Cellule de Planification, de Coordination et de Suivi des Programmes